

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
BUDGET ET CONTROLE DE LA GESTION

[C – 2015/03003]

**19 DECEMBRE 2014. — Loi contenant l'ajustement  
du budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 2014 (1)**

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des Représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

**Art. 2.** L'article 12 de la loi du 19 décembre 2013 contenant le Budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 2014 est remplacé par la disposition suivante :

Conformément à l'article 53, 1<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions, par la loi spéciale du 19 juillet 2012 portant un juste financement des Institutions bruxelloises et par la loi spéciale du 6 janvier 2014 portant réforme du financement des communautés et des régions, élargissement de l'autonomie fiscale des régions et financement des nouvelles compétences, et compte tenu :

a) de l'attribution visée à l'article 4, § 5, de la même loi spéciale du 16 janvier 1989 des intérêts de retard, de la charge des intérêts moratoires ainsi que des amendes fiscales fixes et proportionnelles sur les impôts régionaux visés à l'article 3 de cette même loi spéciale;

b) de la situation visée à l'article 5, § 3, deuxième alinéa, où la Région flamande assure elle-même, à partir de l'exercice d'imposition 1999, le service de l'impôt en matière de précompte immobilier visé à l'article 3, 5<sup>o</sup>, de cette même loi spéciale;

c) de la situation visée à l'article 5, § 3, où :

1) la Région wallonne assure elle-même, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2010 le service de l'impôt pour les impôts régionaux visés à l'article 3, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, de cette même loi spéciale;

2) la Région wallonne assure elle-même, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014 le service de l'impôt pour les impôts régionaux visés à l'article 3, 10<sup>o</sup>, 11<sup>o</sup> et 12<sup>o</sup>, de cette même loi spéciale;

3) la Région flamande assure elle-même, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2011 le service de l'impôt pour les impôts régionaux visés à l'article 3, 10<sup>o</sup>, 11<sup>o</sup> et 12<sup>o</sup>, de cette même loi spéciale;

les transferts en matière d'impôts régionaux visés à l'article 3 de cette même loi spéciale, majorés des intérêts et amendes susvisés, sont estimés pour l'année budgétaire 2014 à 4.116.248.000 EUR pour la Région flamande, à 1.961.515.000 EUR pour la Région wallonne et à 1.400.575.000 EUR pour la Région de Bruxelles-Capitale.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
BUDGET EN BEHEERSCONTROLE

[C – 2015/03003]

**19 DECEMBER 2014. — Wet houdende de aanpassing  
van de Middelengegroting voor het begrotingsjaar 2014 (1)**

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van Volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

**Art. 2.** Artikel 12 van de wet van 19 december 2013 houdende de Middelengegroting van het begrotingsjaar 2014 wordt vervangen door een artikel luidend als volgt :

Overeenkomstig artikel 53, 1<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, door de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten en door de bijzondere wet van 19 juli 2012 houdende een correcte financiering van de Brusselse Instellingen en door de bijzondere wet van 6 januari 2014 tot hervorming van de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, tot uitbreiding van de fiscale autonomie van de gewesten en tot financiering van de nieuwe bevoegdheden, en rekening houdend met :

a) de in artikel 4, § 5, van dezelfde bijzondere wet van 16 januari 1989 bedoelde toewijzing van nalatigheidintresten, last van verwijlntresten, forfaitaire en proportionele fiscale boeten op de artikel 3 van dezelfde bijzondere wet bedoelde gewestelijke belastingen;

b) de in artikel 5, § 3, tweede lid, bedoelde toestand waarbij het Vlaamse Gewest met ingang van het aanslagjaar 1999 instaat voor de dienst van de in artikel 3, 5<sup>o</sup>, van dezelfde bijzondere wet bedoelde onroerende voorheffing;

c) de in artikel 5, § 3, bedoelde toestand waarbij :

1) het Waalse Gewest met ingang van 1 januari 2010 instaat voor de dienst van de in artikel 3, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>, van dezelfde bijzondere wet bedoelde gewestelijke belastingen;

2) het Waalse Gewest met ingang van 1 januari 2014 instaat voor de dienst van de in artikel 3, 10<sup>o</sup>, 11<sup>o</sup> en 12<sup>o</sup>, van dezelfde bijzondere wet bedoelde gewestelijke belastingen;

3) het Vlaamse Gewest met ingang van 1 januari 2011 instaat voor de dienst van de in artikel 3, 10<sup>o</sup>, 11<sup>o</sup> en 12<sup>o</sup>, van dezelfde bijzondere wet bedoelde gewestelijke belastingen;

worden de in artikel 3 van dezelfde bijzondere wet bedoelde overdrachten inzake gewestelijke belastingen, verhoogd met voormelde interesten en boeten, voor het begrotingsjaar 2014 geraamd op 4.116.248.000 EUR voor het Vlaamse Gewest, op 1.961.515.000 EUR voor het Waalse Gewest en op 1.400.575.000 EUR voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

**Art. 3.** L'article 13 de la loi du 19 décembre 2013 contenant le Budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 2014 est remplacé par la disposition suivante :

Conformément à l'article 53, 2°, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions, par la loi spéciale du 19 juillet 2012 portant un juste financement des Institutions bruxelloises et par la loi spéciale du 6 janvier 2014 portant réforme du financement des communautés et des régions, élargissement de l'autonomie fiscale des régions et financement des nouvelles compétences et compte tenu de la loi du 23 mai 2000 fixant les critères visés à l'article 39, § 2, de ladite loi spéciale du 16 janvier 1989, les transferts visés à l'article 36 de cette même loi spéciale pour l'année budgétaire 2014, en ce compris le solde définitif du décompte de l'année budgétaire 2013, sont estimés à 13.603.980.151 EUR pour la Communauté flamande et à 9.024.951.767 EUR pour la Communauté française.

Conformément à l'article 59 de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone le transfert visé à l'article 58nonies de ladite loi pour l'année budgétaire 2014, en ce compris le solde définitif du décompte de l'année budgétaire 2013, est estimé à 6.271.260 EUR pour la Communauté germanophone.

**Art. 4.** L'article 14 de la loi du 19 décembre 2013 contenant le Budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 2014 est remplacé par la disposition suivante :

Conformément aux articles 53, 3°, 35octies, 64quater et 64quinquies de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions, par la loi spéciale du 19 juillet 2012 portant un juste financement des Institutions bruxelloises et par la loi spéciale du 6 janvier 2014 portant réforme du financement des communautés et des régions, élargissement de l'autonomie fiscale des régions et financement des nouvelles compétences, les transferts visés aux articles 34, 35ter à 35septies, 64quater et 64quinquies de cette même loi spéciale, tenant compte de l'article 64quater, § 3, alinéa 2, de cette même loi spéciale, pour l'année budgétaire 2014, en ce compris le solde définitif du décompte de l'année budgétaire 2013, sont estimés à 6.255.258.040 EUR pour la Région flamande, à 3.743.811.106 EUR pour la Région wallonne et à 1.249.280.065 EUR pour la Région de Bruxelles-Capitale.

**Art. 5.** L'article 15 de la loi du 19 décembre 2013 contenant le Budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 2014 est remplacé par la disposition suivante :

Le transfert visé aux articles 65bis et 65ter de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions, par la loi spéciale du 19 juillet 2012 portant un juste financement des Institutions bruxelloises et par la loi spéciale du 6 janvier 2014 portant réforme du financement des communautés et des régions, élargissement de l'autonomie fiscale des régions et financement des nouvelles compétences, pour l'année budgétaire 2014, en ce compris le solde définitif du décompte de l'année budgétaire 2013, est estimé à 53.060.162 EUR pour la Commission communautaire française et à 13.265.040 EUR pour la Commission communautaire flamande.

**Art. 6.** L'article 17 de la loi du 19 décembre 2013 contenant le Budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 2014 est remplacé par la disposition suivante :

Le transfert visé à l'article 46bis de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et aux communautés, par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions, par la loi spéciale du 19 juillet 2012 modifiant l'article 16bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et l'article

**Art. 3.** Artikel 13 van de wet van 19 december 2013 houdende de Middelenbegroting van het begrotingsjaar 2014 wordt vervangen door een artikel luidend als volgt :

Overeenkomstig artikel 53, 2°, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, door de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten, door de bijzondere wet van 19 juli 2012 houdende een correcte financiering van de Brusselse Instellingen en door de bijzondere wet van 6 januari 2014 tot hervorming van de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, tot uitbreiding van de fiscale autonomie van de gewesten en tot financiering van de nieuwe bevoegdheden, en rekening houdend met de wet van 23 mei 2000 tot bepaling van de criteria bedoeld in artikel 39, § 2, van dezelfde bijzondere wet van 16 januari 1989, worden de in artikel 36 van dezelfde bijzondere wet bedoelde overdrachten voor het begrotingsjaar 2014, met inbegrip van het definitieve saldo van de afrekening van het begrotingsjaar 2013, geraamd op 13.603.980.151 EUR voor de Vlaamse Gemeenschap en op 9.024.951.767 EUR voor de Franse Gemeenschap.

Overeenkomstig artikel 59 van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap wordt de in artikel 58nonies van dezelfde wet bedoelde overdracht voor het begrotingsjaar 2014, met inbegrip van het definitieve saldo van de afrekening van het begrotingsjaar 2013, geraamd op 6.271.260 EUR voor de Duitstalige Gemeenschap.

**Art. 4.** Artikel 14 van de wet van 19 december 2013 houdende de Middelenbegroting van het begrotingsjaar 2014 wordt vervangen door een artikel luidend als volgt :

Overeenkomstig de artikelen 53, 3°, 35octies, 64quater en 64quinquies van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, door de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten, door de bijzondere wet van 19 juli 2012 houdende een correcte financiering van de Brusselse Instellingen en door de bijzondere wet van 6 januari 2014 tot hervorming van de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, tot uitbreiding van de fiscale autonomie van de gewesten en tot financiering van de nieuwe bevoegdheden, worden de in de artikelen 34, 35ter tot 35septies, 64quater en 64quinquies van dezelfde bijzondere wet bedoelde overdrachten, rekening houdende met artikel 64quater, § 3, tweede lid, van dezelfde bijzondere wet, voor het begrotingsjaar 2014, met inbegrip van het definitieve saldo van de afrekening van het begrotingsjaar 2013, geraamd op 6.255.258.040 EUR voor het Vlaamse Gewest, op 3.743.811.106 EUR voor het Waalse Gewest en op 1.249.280.065 EUR voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

**Art. 5.** Artikel 15 van de wet van 19 december 2013 houdende de Middelenbegroting van het begrotingsjaar 2014 wordt vervangen door een artikel luidend als volgt :

De overdracht bedoeld in de artikelen 65bis en 65ter van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, door de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten, door de bijzondere wet van 19 juli 2012 houdende een correcte financiering van de Brusselse Instellingen en door de bijzondere wet van 6 januari 2014 tot hervorming van de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, tot uitbreiding van de fiscale autonomie van de gewesten en tot financiering van de nieuwe bevoegdheden, wordt voor het begrotingsjaar 2014, met inbegrip van het definitieve saldo van de afrekening van het begrotingsjaar 2013, geraamd op 53.060.162 EUR voor de Franse Gemeenschapscommissie en 13.265.040 EUR voor de Vlaamse Gemeenschapscommissie.

**Art. 6.** Artikel 17 van de wet van 19 december 2013 houdende de Middelenbegroting van het begrotingsjaar 2014 wordt vervangen door een artikel luidend als volgt :

De overdracht bedoeld in artikel 46bis van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, laatst gewijzigd door de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen, door de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten, door de bijzondere wet van 19 juli 2012 tot wijziging van

5bis de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises et par la loi du 6 janvier 2014 relative à la Sixième Réforme de l'Etat, pour l'année budgétaire 2014, en ce compris le solde définitif du décompte de l'année budgétaire 2013, est estimé à 35.839.399 EUR.

**Art. 7.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 19 décembre 2014.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre du Budget,  
H. JAMAR

Le Ministre des Finances,  
J. VAN OVERTVELDT

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—  
Note

(1) Chambre des Représentants  
(www.lachambre.be)

Documents : 54.0689 - 2014/2015

Compte rendu intégral : 18 décembre 2014

artikel 16bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en van artikel 5bis van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen en door de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming, wordt voor het begrotingsjaar 2014, met inbegrip van het definitieve saldo van de afrekening van het begrotingsjaar 2013, geraamd op 35.839.399 EUR.

**Art. 7.** Deze wet treedt in werking de dag van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 19 december 2014.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Begroting,  
H. JAMAR

De Minister van Financiën,  
J. VAN OVERTVELDT

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—  
Nota

(1) Kamer van Volksvertegenwoordigers  
(www.dekamer.be)

Bescheiden : 54.0689 - 2014/2015

Integraal verslag : 18 december 2014

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
BUDGET ET CONTROLE DE LA GESTION

[C - 2015/03004]

19 DECEMBRE 2014. — Loi contenant le deuxième ajustement du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2014 (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des Représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

**Art. 2.** Le Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2014 est ajusté conformément aux totaux adaptés des programmes figurant dans les tableaux départementaux, annexés à la présente loi.

CHAPITRE 2. — *Dispositions particulières des départements*

Section 17 — Police fédérale et fonctionnement intégré

**Art. 3.** Par dérogation à l'article 52, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, et à l'article 1-01-3, §§ 2, 3 et 7, 2<sup>o</sup>, de la loi du 19 décembre 2013 contenant le budget général des dépenses pour l'année 2014, les crédits d'engagement des allocations de base relatives aux dépenses de fonctionnement et d'investissement pourvues des codes économiques 12 et 74, spécifiques ou non, inscrites à la section 01 – division organique 30 – programmes/activités 66 à 68 et à la section 17, peuvent être redistribués vers des allocations de base relatives aux rémunérations et allocations généralement quelconques « 11.00.03 – personnel statutaire définitif et stagiaire » et « 11.00.04 – personnel autre que statutaire » ainsi que les allocations de base 11.00.13 et 12.21.48 inscrites à l'une ou l'autre des deux sections précitées.

**Art. 4.** Par dérogation à l'article 52, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, et à l'article 1-01-3, § 7, 4<sup>o</sup>, de la loi du 19 décembre 2013 contenant le budget général des dépenses pour l'année 2014, les crédits de liquidation des allocations de base relatives aux dépenses de

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
BUDGET EN BEHEERSCONTROLE

[C - 2015/03004]

19 DECEMBER 2014. — Wet houdende tweede aanpassing van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2014 (1)

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van Volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

**Art. 2.** De Algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2014 wordt aangepast overeenkomstig de aangepaste totalen van de programma's zoals vermeld in de bij deze wet gevoegde departementale tabellen.

HOOFDSTUK 2. — *Bijzondere bepalingen van de departementen*

Sectie 17 — Federale Politie en Geïntegreerde werking

**Art. 3.** In afwijking van het artikel 52, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat en van het artikel 1-01-3 §§ 2, 3 en 7, 2<sup>o</sup>, van de wet van 19 december 2013 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2014, mogen de vastleggingskredieten van de basisallocaties betreffende de werkings- en investeringsuitgaven met de economische codes 12 en 74, specifieke en niet-specifieke, ingeschreven binnen de sectie 01 – organisatieafdeling 30 – programma-activiteiten 66 tot 68 en binnen de sectie 17, herverdeeld worden naar de basisallocaties met betrekking tot de bezoldigingen en allerhande toelagen "11.00.03 – vast en stagedoend statutair personeel" en "11.00.04 – ander dan statutair personeel" alsook de basisallocaties 11.00.13 en 12.21.48 ingeschreven binnen één van beide bovenvermelde secties.

**Art. 4.** In afwijking van het artikel 52, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat en van het artikel 1-01-3 § 7, 4<sup>o</sup>, van de wet van 19 december 2013 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2014, mogen de vereffeningskredieten van